

COORDINATION DES PARTIS POLITIQUES POUR LA DEFENSE DE LA CONSTITUTION
(CPDC)

PLENIERE DU 18 JANVIER 2018 : SYNTHESE

La Plénière de la CPDC réunie le jeudi 18 janvier 2018 a noté un regain d'activisme sur la scène politique nationale, avec des implications internationales, les Nations Unies notamment.

Le Président de la République en personne est monté au créneau pour tenter de sauver une situation qui lui échappe chaque jour davantage.

Le 14 janvier 2018, il a invité « à titre individuel » certains membres de la CPDC pour un entretien à bâtons rompus.

Nul n'est besoin de chercher bien loin pour comprendre la manipulation aux fins machiavéliques de semer la division et susciter des suspicions dans les rangs de la coalition. La Plénière a vivement désapprouvé la participation à cette rencontre et c'est tout à l'honneur de la CPDC que Ali Golhor, Porte-parole ait décliné l'invitation.

Tout en rappelant l'autonomie reconnue à tous les partis membres, la Plénière a néanmoins invité les uns et les autres à privilégier l'intérêt commun porté par la CPDC qui demeure le maillon essentiel de l'opposition tchadienne aux yeux de l'opinion nationale et internationale.

La Plénière a invité les membres à la vigilance pour faire échec à toutes les manœuvres de déstabilisation, d'où quelles viennent.

Au début de la semaine, M. FALL Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU pour l'Afrique centrale a entrepris des rencontres séparées, puis en assemblée avec les partis politiques de l'opposition. Pour éviter le blocage qui de son point de vue ne mène à rien ; et en raison de la gravité de la situation du Tchad dont il dit qu'il est au bord d'une explosion sociale, l'ONU l'a dépêché en mission de bons offices. Le diplomate onusien entend opérer un désamorçage par la résolution de l'équation « Forum des réformes institutionnelles » pour le gouvernement, contre « Dialogue politique inclusif » pour l'opposition. Pour ce faire, il propose à l'opposition sa participation au forum du gouvernement, à charge pour elle d'apporter les amendements souhaités à l'ordre du jour des assises.

A l'issue de la rencontre du 16 janvier 2018, les partis politiques de l'opposition ont marqué leur disponibilité à dialoguer, sous les réserves expresses ci-dessous :

- 1- Rejet du Forum institutionnel
- 2- Dissolution du Haut Comité des Réformes institutionnelles et Mise en place d'un Comité d'organisation paritaire

- 3- Inscription à l'ordre du jour de tous les sujets d'intérêt national y compris les réformes institutionnelles
- 4- Implication des politico-militaires et de la communauté internationale à toutes les étapes du processus.

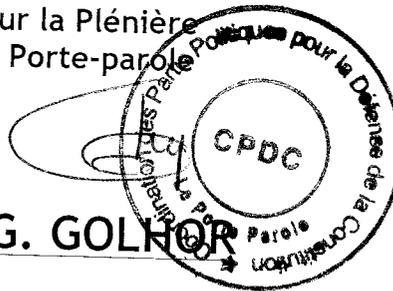
La balle est maintenant dans le camp du gouvernement, informé de la position de l'opposition par le Représentant du Secrétaire Général de l'ONU.

Dès lors, toute initiative parallèle devient inopportune pour l'heure, à moins de vouloir saper les efforts de la communauté internationale.

La CPDC pour sa part est hautement intéressée par la réussite de la mission de l'émissaire de l'ONU.

Fait à N'Djamena, le 19 janvier 2018

Pour la Plénière
Le Porte-parole



Ali G. GOLHOR